

Arjuzanx le, 21 janvier 2015

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de Conseillers

En exercice : 11 L'An deux mille quinze
Présents : 10 le vingt et un janvier
Votants : 10

Le Conseil Municipal de la Commune d'ARJUZANX, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de M. Pierre DARMANTÉ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 15 janvier 2015

Présents : Mesdames, Messieurs les Conseillers Municipaux en exercice : P. DARMANTÉ, A. BOUYRIE, B. MANCIET, I. CANTEGREIL, H. LABORDE, G. COMMET, W. WETZEL, S. LABARSOUQUE, C. ROBIDOU, M. COULOUDOU.

Absent : J. CLAVERIE

Objet : Proposition de motion sur le projet actuellement en négociation de « Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement ».

Le Conseil

Après avoir examiné le contenu du mandat de négociation conféré par les Etats membres de l'Union européenne à la Commission européenne pour que celle-ci négocie, en vertu de l'article 207 du traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, avec les Etats-Unis d'Amérique, un accord de « Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement ».

Après avoir constaté que plusieurs articles de ce mandat précisent que l'Accord en négociation s'imposera aux municipalités et autres collectivités territoriales et notamment les articles 4, 23, 24 et 45.

Après avoir observé que plusieurs dispositions de ce mandat remettent en cause les prérogatives des collectivités territoriales telles que définies dans la Constitution de la Ve République et dans la législation française.

Après avoir souligné que les objectifs de ce mandat menacent gravement les choix de société et les modes de vie qui font le vouloir vivre en commun du peuple de France.

Considère que le projet en cours de négociation contient en germes de graves dangers pour les exigences sociales, sanitaires, alimentaires, environnementales et techniques en vigueur en France.

Estime en conséquence que ce projet est inacceptable.

Demande au Gouvernement de la République de dénoncer l'accord qu'il a donné pour cette négociation en Conseil des Ministres de l'UE le 14 juin 2013.

Refuse que tout ou partie d'un traité reprenant les termes du mandat du 14 juin 2013 s'applique au territoire de la commune d'Arjuzanx.

La présente délibération prendra effet à compter du 21 janvier 2015

Certifié exécutoire.

Reçu en Préfecture

Le

Publié ou notifié

le

Fait et délibéré à ARJUZANX, le 21 janvier 2015

Pour extrait certifié conforme

Le Maire, Pierre DARMANTÉ

